

FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

LA PRESSE

ÉDITORIAUX

Comme un collabo



kgagnon@lapresse.ca

KATIA GAGNON

Il y avait quelque chose de révoltant dans ces images. Le président de la Fédération étudiante universitaire, Pier-André Bouchard, venu manifester devant le bureau du premier ministre Charest, harcelé physiquement par d'autres protestataires. On l'a chahuté fort, on lui a crié des injures, on lui a lancé de la boue. Les policiers ont dû le sortir de ce mauvais pas. Ces gestes, venant de qui que ce soit, sont inexcusables.

Ces manifestants agressifs étaient-ils issus de la CASSEE? C'est une possibilité: rappelons-nous qu'à l'issue de la grève étudiante, quelques membres de cette aile radicale du mouvement étudiant s'étaient introduit à la FEUQ pour saccager les locaux. Au début du mouvement de grève, certains d'entre eux avaient semé le désordre dans le bureau de comté du ministre de l'Éducation. Et ils s'étonnent ensuite d'être exclus des négociations avec le gouvernement!

Ces étudiants reprochent au gouvernement Charest son intransigeance.

Or ils affichent exactement la même, mais à l'envers. Qu'aurait-il fallu pour que la CASSEE soit satisfaite de l'entente avec le gouvernement? La gratuité totale à l'université! À l'inverse de cette attitude dogmatique, la FEUQ a adopté une position ferme, mais pragmatique. Les résultats sont là: sauf pour l'an prochain, les étudiants ont récupéré la totalité des 103 millions coupés. Et il n'a jamais été question de toucher au gel des droits de scolarité. Pier-André Bouchard est donc loin, très loin, de s'être écrasé devant le gouvernement. Et quand bien même cela aurait été le cas, cela donne-t-il le droit aux mécontents de le traiter comme un collabo?

Dans une société démocratique, les opinions les plus diverses doivent pouvoir s'exprimer dans le calme. Même les Loco Locass, qu'on ne peut pas soupçonner de collusion avec les forces obscures du néolibéralisme, avaient lancé, lors de leur spectacle devant une foule étudiante, qu'il importait de gagner la bataille de l'opinion publique. « Vous êtes cassés, mais pas des casseurs », avait lancé le chanteur. L'accueil de la foule avait été, disons, mitigé. Manifestement, le message n'a pas passé.

Un moteur moins puissant

Le marché immobilier est en effervescence. Tout le monde semble vouloir s'acheter une maison... à tout prix, ce qui suscite autant de questions que de craintes. La Presse publie ici le deuxième d'une série de quatre éditoriaux sur le sujet.



mboisver@lapresse.ca

MICHÈLE BOISVERT

Un sondage récent mené pour le compte de BMO Groupe financier révélait qu'un acheteur sur six éprouvait certaines difficultés à joindre les deux bouts une fois passé chez le notaire. Ces acheteurs, attirés par les promesses du marché immobilier et subissant certainement la pression ambiante pour devenir propriétaires, ont négligé de prendre en compte toutes les dépenses liées à l'achat d'une maison. Certains d'entre eux, trop égarés par leurs mensualités, devront malheureusement se résigner à remettre leur maison sur le marché. Si de telles situations sont symptomatiques d'un marché de l'habitation qui a atteint son sommet, elles ne sont pas pour autant un prélude de son effondrement.

Rappelons-nous d'abord comment l'immobilier est devenu pour plusieurs un refuge après que l'éclatement de la bulle technologique et la mise au jour des scandales financiers aient refroidi l'ardeur des investisseurs. L'adoption d'une politique monétaire accommodante, pour aiguillonner une économie en perte de vitesse, a favorisé les achats de toutes sortes, dont celui d'une nouvelle propriété. Avec des taux hypothécaires à des niveaux historiquement bas, le marché immobilier est devenu une nouvelle source de richesse et l'un des principaux moteurs de l'économie nord-américaine. Aujourd'hui, le marché est loin d'être aussi abonda-

ble qu'il y a cinq ans et plusieurs se demandent si nous sommes entrés dans une bulle immobilière qui pourrait éclater. À cette interrogation, les experts répondent non. Si le marché immobilier ne s'écraiera pas, son rythme de croissance ira cependant en s'amenuisant.

Dans certaines parties du pays, ce phénomène est déjà bien amorcé. Au premier trimestre, le prix des maisons était toujours en hausse par rapport à l'année passée, mais la progression des prix avait une cadence moins trépidante. On remarque également que les maisons mises en vente demeurent en moyenne un peu plus longtemps sur le marché qu'il y a un an. D'autre part, bien que la Banque du Canada ne semble pas pressée de modifier son taux directeur, il est clair que lorsqu'elle bougera, ce sera pour le hausser. Une politique monétaire plus restrictive sera un frein supplémentaire à l'appétit des éventuels acheteurs.

Que l'atterrissage en douceur du marché immobilier demeure le scénario le plus vraisemblable ne veut pas dire pour autant que notre économie ne s'en ressentira pas. Prenons l'exemple du marché du travail. L'an passé, le secteur de la construction a été responsable de 30 % de tous les emplois créés au pays. Cette vigueur a permis de contrebalancer les pertes subies dans le secteur manufacturier, durement éprouvé par la concurrence des pays émergents et la force du huard.

Cette situation est sur le point de basculer. Au Québec par exemple, depuis trois mois, le nombre de travailleurs sur les chantiers est en baisse. Si l'immobilier est toujours un moteur économique, il a perdu de sa puissance, du moins pour ce qui est du secteur résidentiel. Le secteur industriel prendra-t-il le relais? C'est certainement ce que souhaitent tout ceux qui vivent des retombées de la construction.

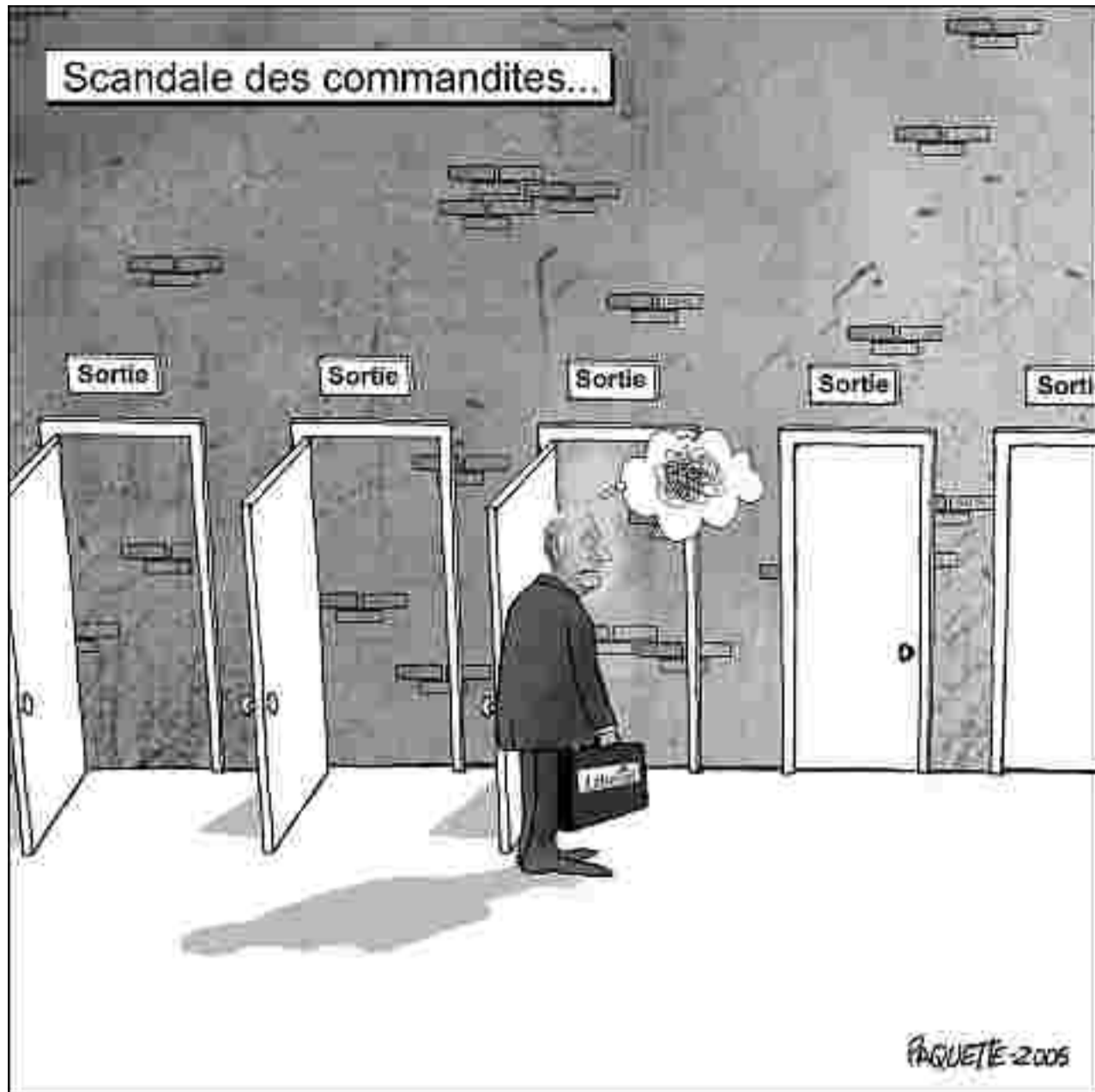
l'enseignement de l'anglais en première année.

Stéphane Desjardins

Petite question

J'ai une question à poser. Les routes sont en piteux état. Les hôpitaux, ce n'est pas mieux. On a peu ou pas de fonds pour les étudiants... Que l'on réponde simplement et honnêtement à la question suivante: comment arrive-t-on à trouver des fonds publics pour produire des émissions aussi édifiantes que *En attendant Ben Laden* et *Tout le monde tout nu*?

Marc Tremblay



Serge Paquette, collaboration spéciale

DROITS RÉSERVÉS

D'UN CANADA À L'AUTRE

L'exemple de Wood Buffalo

On y assiste à une évolution étonnante du programme fédéral destiné à venir en aide aux villes et aux collectivités

SATYA DAS
 ET KEN CHAPMAN
 Les auteurs dirigent Cambridge Strategies Inc., groupe-conseil albertain en politique publique.

Stephen Mandel, maire d'Edmonton, en a étonné plus d'un récemment lorsqu'il a souligné devant un auditoire de représentants de sociétés de premier ordre que sa priorité était d'améliorer la vie et le sort des autochtones vivant en ville et d'adopter des mesures pour venir en aide aux sans-abri.

Outre le fait que cette évocation d'une « société juste » ait été lancée par un maire actif en développement immobilier, l'auditoire en a été réduit à se demander pourquoi cette question relevait de la Ville? Après tout, le statut des autochtones relève principalement de l'autorité fédérale et le logement pour les sans-abri est une question à laquelle les gouvernements national et provinciaux devraient s'attaquer dans le cadre de leurs compétences.

C'est devenu l'affaire de la Ville parce que les gouvernements supérieurs ont réduit leurs dépenses et ont « pelleté » les responsabilités dans la cour des gouvernements locaux. Le Canada a équilibré son budget en réduisant les sommes versées aux provinces qui, à leur tour, ont diminué les transferts aux municipalités. Au même moment, de plus en plus de gens ont envahi les villes, ce qui a fait monter la pression pour fournir les services de base, y compris les services sociaux.

La région métropolitaine d'Edmonton, qui compte plus d'un million d'habitants et dont l'économie atteint 42 milliards (soit plus que le PIB de six provinces) est peut-être mieux en mesure que d'autres villes de former une collectivité dynamique et inclusive. Toutefois, c'est le « comment » qui constitue la grande question, en particulier lorsque vient le temps de former des partenariats avec les autres gouvernements.

Ce « comment » concerne les

méandres dans lesquels il faut naviguer au sein du programme fédéral touchant les villes et les collectivités, tout spécialement quand il faut travailler de concert avec des provinces telles que l'Alberta et le Québec, qui ont un sens plus aigu de leurs compétences. Ottawa, qui nage dans les surplus, ne peut tout simplement faire irruption dans le décor et conclure des marchés directement avec les municipalités sans encourir la colère de ces gouvernements provinciaux.

Une réponse élégante à la question de savoir comment réaliser ce projet nous est fournie non pas par des villes métropolitaines, mais par une collectivité remarquable. Il s'agit de Wood Buffalo, qui comprend toutes les collectivités à l'intérieur et autour du secteur des sables bitumineux de l'Alberta, une région aussi étendue que le

La situation de Wood Buffalo par rapport à l'Alberta et au Canada est semblable à celle d'un enfant de parents divorcés qui a besoin d'argent pour fréquenter l'université.

Nouveau-Brunswick. Il y a dix ans, cette agglomération économique régionale a décidé de se regrouper en une seule ville. Aux prises avec un gonflement de la population, les travailleurs étant attirés par l'exploitation des sables bitumineux, la municipalité a désespérément besoin d'aide pour combler ses lacunes au chapitre des infrastructures.

La situation de cette municipalité par rapport à l'Alberta et au Canada était semblable à celle d'un enfant de parents divorcés qui a besoin d'argent pour fréquenter l'université. Les parents divorcés doivent contribuer, mais comment s'assurer qu'ils collaborent et coo-

perent pour s'acquitter de leur responsabilité partagée? L'un des parents peut-il être le premier à se manifester sans provoquer de ressentiment ou d'agressivité de la part de l'autre? Imaginez la complexité encore plus grande si les « parents » étaient en conflit quant aux questions de compétence constitutionnelle.

Alors, la municipalité a fait preuve d'initiative en invitant les deux « parents » à la même table. Elle a fait appel à l'Alberta et à Ottawa pour qu'ils se joignent à elle pour conclure un accord tripartite de développement régional destiné à fournir les infrastructures publiques nécessaires pour assurer l'exploitation durable et responsable des sables bitumineux.

Cette initiative, qui est encore en voie de réalisation par les hauts fonctionnaires des trois niveaux de gouvernement, définit clairement les rôles et les responsabilités de chacun et établit sans ambiguïté les limites de compétences et la raison d'être des engagements mutuels. De cette manière, chaque « parent » susceptible de s'engager dans des chicanes sait quand et comment s'engager, et aussi quand se tenir à l'écart.

En fait, l'accord proposé a suscité suffisamment d'intérêt pour que la mairesse de Wood Buffalo, Melissa Blake, originaire du Québec, se rende prochainement à Ottawa pour discuter avec John Godfrey, ministre fédéral des Infrastructures, et avec des hauts fonctionnaires.

En accord avec les définitions des infrastructures qui ont cours au XXI^e siècle, la région souhaite beaucoup plus que des usines d'épuration d'eau et des routes. Les écoles doivent offrir davantage de cours en français pour répondre aux besoins du nombre de plus en plus grand de francophones qui profitent des occasions d'emploi. Les immigrants du monde entier ont aussi besoin d'aide pour s'établir et de cours de langue pour leur famille.

Ce modèle émergent de l'exercice tripartite des pouvoirs pourrait permettre à des régions économiques partageant les mêmes intérêts de négocier avec succès pour obtenir des investissements de leurs partenaires gouvernementaux. Si la mairesse Blake réussit son pari, ce sera une évolution étonnante du programme du gouvernement fédéral destiné à venir en aide aux villes et aux collectivités.